

Questions orales

riorité. C'est une des raisons d'être de la stratégie de la riposte graduée.

Quand le ministre fera-t-il une déclaration pour préciser la position canadienne? Quand le Canada interviendra-t-il dans le débat pour appuyer les négociations?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député semble croire que le rôle actif du Canada dans ces débats internationaux exige que l'on fasse des déclarations unilatérales à la Chambre des communes.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Ce qu'il faut, en l'occurrence, c'est que le Canada continue de jouer un rôle actif de leadership au sein de l'OTAN. Ainsi, l'OTAN, particulièrement dans le cadre des fêtes entourant son quarantième anniversaire et de son Sommet qui aura lieu plus tard ce mois-ci, pourra progresser vers les négociations et, lorsque le moment viendra, vers la modernisation, comme les dirigeants des pays de l'OTAN en avaient convenu il y a un an. Telle est la position du Canada. Le rôle du Canada consiste à apporter une contribution positive aux négociations internationales pour assurer une plus grande stabilité et une plus grande sécurité.

* * *

LE BUDGET**LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES IMPOSÉES À L'AIDE OFFICIELLE AU DÉVELOPPEMENT**

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures. Le gouvernement pose constamment au champion de l'engagement international envers les plus pauvres, faisant montre d'un intérêt et d'un engagement marqués envers les affamés et les indigents de ce monde, dont des millions d'enfants du tiers monde. L'engagement du Canada à l'égard de l'aide officielle au développement s'est toujours situé à quelque 3 p. 100 de toutes les dépenses fédérales, mais voici que les compressions budgétaires imposées à l'aide officielle au développement comptent pour 29 p. 100 de toutes les réductions prévues. Comment le Canada peut-il assurer sa crédibilité lorsque le gouvernement adopte des positions aussi ambiguës au sujet de nos préoccupations humanitaires?

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je pense que si mon honorable collègue veut être honnête, elle doit quand même comprendre qu'actuellement—je m'excuse, j'aurais peut-être dû employer le mot «responsable»—à ce

moment-là, elle doit comprendre qu'actuellement le gouvernement du Canada ne peut continuer à payer le service de la dette de façon à ne pouvoir se payer, dans l'avenir, un service d'aide ou d'autres engagements vis-à-vis des Canadiens.

Ce gouvernement-ci agit actuellement en fonction de pouvoir augmenter tous les services, autant nationaux qu'internationaux éventuellement.

Maintenant, je voudrais dire à mon honorable collègue que depuis quatre ans, nous avons augmenté les budgets d'aide de 800 millions de dollars et que même malgré la réduction de cette année de 5.6 p. 100, nous continuerons, dans les années à venir, dans les quatre années à venir, à augmenter le budget d'aide de 800 millions de dollars.

Et cela, c'est un engagement du gouvernement du Canada qu'il a toujours respecté vis-à-vis de l'aide aux pays en voie de développement.

[Traduction]

LES ENGAGEMENTS PRIS ENVERS LES PAYS DU TIERS MONDE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi à la ministre. Sous la direction du gouvernement actuel, le Canada n'a cessé de manquer à ses engagements en matière d'aide au tiers monde.

• (1500)

Vendredi dernier, j'ai reçu de la ministre des Relations extérieures une lettre dans laquelle elle faisait un tour d'horizon de l'ACDI et confirme l'engagement du gouvernement à cet égard, celui-là même que le budget vient contredire.

Comment la ministre explique-t-elle une pareille absurdité? Va-t-elle reconnaître qu'elle n'a pas su maintenir les rapports AOD-PNB auxquels elle s'était engagée, et qu'elle a ainsi gravement trahi le Canada et les pays du tiers monde?

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je voudrais répéter à mon honorable collègue, comme je l'ai dit ce matin au comité, que ce gouvernement-ci avait respecté la formule du rapport vis-à-vis du Produit national brut. Ce qui veut dire que l'an prochain, nous recommencerons immédiatement à augmenter le budget d'aide qui croîtra de 800 millions de dollars dans les années à venir. Et cela, monsieur le Président, c'est un engagement ferme. Également, nous maintenons l'engagement de nos principales priorités émises dans la stratégie du gouvernement du Canada, l'an dernier.